

# URIOPSS GUADELOUPE

Journée de rentrée sociale

13 OCTOBRE 2023  
08H00 - 17H00

LE NUMÉRIQUE

au sein des Etablissements et  
Services Sociaux et Médicosociaux  
en Guadeloupe

DOSSIER DE PRESSE

2023



# URIOPSS GUADELOUPE

## Journée de Rentrée Sociale

### LE NUMÉRIQUE

13 OCTOBRE

08H00 - 17H00

HÔTEL

ZENITUDE

LE SALAKO

LE GOSIER

CONTACT :

Hélène ADOLPHE

Directrice de l'URIOPSS CR-OIH

0690 40 57 91

URIOPSS

Centre d'affaires - Espace Rocade

GRAND CAMP - 97142 ABYMES

Tél. : 05 90 21 82 00

[secretariat.uriopss.croih@croih.fr](mailto:secretariat.uriopss.croih@croih.fr)

URIOPSS



# 2023

# URIOPSS GUADELOUPE

## Contexte

L'URIOPSS organise sa **Journée de Rentrée Sociale 2023** sur le thème du **numérique** au sein des Etablissements et Services Sociaux et Médicosociaux en Guadeloupe.

On ne parle plus du numérique comme d'une actualité brûlante mais il nous impacte au quotidien comme en témoigne le virage numérique que prennent les associations gestionnaires pour la prise en charge et l'accompagnement de leurs usagers à travers la mise en place d'un dossier informatisé.

« Le terme "**numérique**" fait référence à tout ce qui concerne les nombres et les calculs réalisés à l'aide de machines ou d'ordinateurs. Cela comprend notamment les technologies de l'information et de la communication, les réseaux sociaux, l'informatique, l'intelligence artificielle et toutes les formes de données et d'informations traitées et stockées sous forme numérique ». C'est la définition proposée quand l'on interroge le fameux « ChatGPT », un modèle de langage alimenté par l'intelligence artificielle.

Le numérique a radicalement et durablement transformé notre société, fait partie intégrante de notre vie et est omniprésent dans nos actions quotidiennes (conduire, téléphoner, commander notre repas, payer nos factures, faire une réclamation aux services fiscaux, ...). Le dialogue avec le numérique suppose que l'on s'y accoutume et que l'on ait développé à défaut d'une appétence chronophage ou une utilisation presque innée, une résilience discrète enrichie de quelques compétences ou habilités physiques et cognitives. A défaut, c'est que l'on appelle « numériquement » une fracture.

Près de 30% de la population guadeloupéenne aurait besoin de formes d'accompagnement aux pratiques de l'Internet qui seraient nécessaires dans une optique d'inclusion numérique de l'ensemble de la population.

L'accès à la santé est aussi numérique. Le manque d'information dans le médicosocial mis en lumière par le rapport Pon-Coury a conduit à l'établissement d'une feuille de route pour « Accélérer le virage numérique en santé, 2019-2022 ».

C'est l'**interopérabilité** des services numériques, la simplification de la coordination des professionnels en charge des patients ou des usagers, leur meilleure information et la maîtrise de leur dossier qui est recherchée. Ce **partage fluide et sécurisé des données de santé** (entre professionnels de santé, du social et du médicosocial) est ainsi l'objectif du SEGUR NUMERIQUE.

Le **programme ESSMS numérique**, stratégie nationale du SEGUR NUMERIQUE pour le secteur social et médicosocial, est porté par la Délégation ministérielle du Numérique en Santé (DNS) et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). Ces deux acteurs s'appuient sur des partenaires nationaux, l'Agence du numérique en santé (ANS), l'Agence d'appui à la Performance des établissements sanitaires et médicosociaux (ANAP) et des partenaires régionaux, les Agences Régionales de Santé (ARS), les GRADES Groupements régionaux d'appui au développement de la e-santé et les collectifs SI (Système d'information) médicosociaux.

# URIOPSS GUADELOUPE

## Contexte

Les ARS sont les pilotes de terrain pour cette transformation des ESSMS. Elles sensibilisent les potentiels porteurs pour les convaincre d'adhérer au programme, instruisent, sélectionnent et suivent les projets, valident les étapes pour procéder au paiement des porteurs.

La transformation proposée aux ESSMS est la généralisation de l'utilisation effective au **Dossier Usager Informatisé (DUI)** en leur sein, pour chacun de leur usager. Cet outil numérique, impérativement interopérable et communiquant avec l'espace numérique personnel de l'Assurance maladie « mon espace santé », est le centre de gravité du programme et permet en effet le recueil de toutes les données et écrits professionnels utiles pour rendre compte des besoins des usagers et faciliter la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets personnalisés d'accompagnement (PPA).

Sont notamment pris en charge pour les établissements équipés, l'ensemble de la prestation (de l'installation à la formation) de la mise à jour des logiciels (hors abonnement) s'ils sont référencés (après réponse à appel à projets ARS). Pour les autres, non équipés, une aide à l'acquisition du DUI, à l'installation, à la formation au nouveau logiciel, à l'accompagnement au pilotage du projet est proposée (après réponse à appel à projets ARS).

L'atlas des projets du programme ESSMS numérique édité en juin 2023 indique de 430 projets sélectionnés ont conduit à l'équipement et l'utilisation d'un DUI pour près de 11000 ESSMS, subventionnés à hauteur de 185 millions d'euros.

Pour la Guadeloupe, ce document indique que **6 projets régionaux englobant 60 ESSMS ont été financés**, pour la mise en conformité et les acquisitions d'une solution, à parts égales. Les projets ne concernent pas un établissement mais un ensemble d'établissements d'une même association gestionnaire ou non, qui sont regroupés, au sein d'une « grappe ». L'objectif est d'encourager les organismes gestionnaires à s'unir pour **mutualiser leur solution informatique**, les moyens nécessaires au pilotage du projet et d'organiser l'accompagnement et la montée en compétence des professionnels.

Mais de **nouvelles problématiques** qui accompagnent le virage numérique conduisent les acteurs du secteur et le réseau URIOPSS-UNIOPSS à s'inquiéter. Outre les difficultés rencontrées par certains organismes gestionnaires dans la constitution ou le maintien de grappes pour bénéficier du programme, d'autres aspects sont préoccupants (gestion des enveloppes complémentaires, temps ressources humaines pour gérer les appels à projets, la formation des professionnels de terrain, la pérennité financière du programme après les progrès accomplis).

# URIOPSS GUADELOUPE

## Contexte (suite)

On peut en effet redouter des difficultés à venir liées à l'absence de DSI (Directeur des systèmes information) ou de RSI (Responsable des systèmes information) qui pourraient remettre en cause cette pérennité en l'absence de veille, de mise à jour et de contrôle. Des financements pourraient être nécessaires pour sécuriser, stocker les données, pour former les professionnels aux risques qui y sont associés en termes de protection des données, d'éthique et de cybersécurité notamment. Certains types d'établissement de plus petite taille comme les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile ou les futurs Services Autonomie à domicile (SAD) pourraient avoir du mal à investir dans la numérisation.

La solution applicable pour la mise en place du DUI n'est qu'un outil qui ne remplacera pas l'humain et la coordination réelle entre les hommes, n'empêchera pas la réticence à l'écrit de certains professionnels ou les fractures numériques existantes, la peur du contrôle d'une performance mesurable numériquement...

Au niveau humain, les structures peuvent multiplier des risques psychosociaux, ceux des salariés qui ont du mal à se familiariser avec l'outil. C'est pourquoi on retrouve un accompagnement de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, ANACT. Il déploie un argumentaire sur les bénéfices de la numérisation en matière de QVT (qualité de vie au travail) qui permettra très sûrement un gain de temps et d'efficacité, une meilleure coordination des équipes autour des usagers.

Le secteur Social et Médicosocial de la Guadeloupe doit donc **se préparer à ce virage** afin de le négocier de manière efficiente tant pour les établissements et leur association gestionnaire que pour maintenir la meilleure qualité de prise en charge des enfants et des adultes qu'ils servent.

"Le numérique, c'est l'ensemble des possibles, à condition de le mettre au service de l'humain." (Axelle Lemaire). Il est déjà depuis longtemps utilisé dans l'amélioration de l'accessibilité des usagers, mais de nouvelles applications sont régulièrement imaginées pour rendre plus accessible, aux personnes souffrant d'une déficience, cette société que tous veulent plus inclusive... Le numérique, l'intelligence artificielle, pourraient se mettre au service de la compensation du handicap ?

***Ce sont ces problématiques qui seront questionnées lors de cette 7ème Journée de Rentrée Sociale de l'URIOPSS de la Guadeloupe, fédératrice du Secteur Social et Médicosocial.***

# PROGRAMME PREVISIONNEL



**8h00 - 8H30 : Accueil-café**

**8h30 - 9h20 : Discours d'ouverture et allocutions**

- **8h30 : Ouverture par Hélène ADOLPHE, Directrice de l'URIOPSS/CR-OIH - Présentation du modérateur**
- **8h35 : Allocution du Docteur **Roberte HAMOUSIN METREGISTE**, Présidente de l'Union Régionale Interfédérale des Œuvres et organismes Privés Sanitaires et Sociaux Guadeloupe (URIOPSS Guadeloupe)**
- **8h45 Allocution de **Monsieur Daniel GOLBERG**, Président de l'Union Nationale Interfédérale des Œuvres et organismes Privés non lucratifs Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS) - Vidéo et de **Jérôme VOITURIER**, Directeur Général de l'UNIOPSS - visioconférence**
- **8h50 : Allocution de Monsieur **Laurent LEGENDART**, Directeur de l'Agence Régionale de Santé de la Guadeloupe Saint-Barthélemy et Saint-Martin**
- **9h00 : Allocution de **Jean-Luc PERIAN**, Président de la Commission Personnes Handicapées et de la COMEX de la *Maison Départementale des Personnes Handicapées***

**9h15 – 9h35 : Sociologie antillaise du numérique (Numérique et vie quotidienne en Guadeloupe)**

***Franck GARAIN, Docteur en sociologie de la santé chercheur en Histoire sociale.***



**REMARQUES ET QUESTIONS**

# PROGRAMME PREVISIONNEL

9h45-10h40 : Table ronde 1

Transformation numérique : contraintes et opportunités pour le secteur social et médicosocial

- Transformation numérique : modalités d'instruction des dossiers ESSMS Numérique - Bilan, **Mélie POPA**, Agence Régionale de la Santé - Visioconférence
- Dossier Usager Informatisé et accompagnement du GRADeS, **Mickaël ENCELADE**, Groupement Régional d'Appui au Développement de la e-Santé (GRADeS)
- Numérique et changements des pratiques professionnelles, **France GOBELIN**, Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail, (ARACT) - Vidéo de présentation



REMARQUES ET QUESTIONS



10h50 - 11h00 : Pause-café

11h00 - 12h45 : Table ronde 2

Déploiement du numérique : Écueils et bonnes pratiques

- **Yasmina BUSSIERES**, Directrice de l'Institut Médicoéducatif de l'Association guadeloupéenne pour la sauvegarde de l'enfance a l'adulte (AGSEA)
- **Sandrine LORY**, Groupe CEGI (Solution DUI de l'AGSEA), visioconférence
- **Michelle LAURENT**, Consultante du Directeur Général des Services de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) - visioconférence
- **Alexandre DOUBEL**, Directeur Qualité, Développement et Numérique Martinique de OVE-CARAÏBES



REMARQUES ET QUESTIONS



13h00 - 13h50 : Cocktail Déjeunatoire

# PROGRAMME PREVISIONNEL

14h00 - 15h00 : Table ronde 3

Ethique, Protection des données et cybersécurité dans le secteur social et médicosocial

- **Cédric PRADEL**, Directeur Général de l'Agence Caribéenne pour la CYBersécurité (ACCYB)
- **Christina POCHOT**, Directrice Générale de CARIBBEAN PARTNERS
- **Sébastien HERRMANN**, Senior Manager Cybersécurité CARIBBEAN PARTNERS



REMARQUES ET QUESTIONS

15h15- 16h15 : Table ronde 4

Société, avancées technologiques, Intelligence Artificielle, numérique et handicap

- **Naïza RAMIN**, Educatrice spécialisée à l'AGIPSAH, Témoignage de l'utilisation du numérique au sein des ESSMS
- **Solène MUDAY**, Etudiante en maîtrise de recherche en technologies de la santé à l'Ecole de Technologie Supérieure de Montréal, en vision conférence
- **Jean-Laurent LUJEN**, Chief Executive Officer (CEO) Life 7
- **Medhy COLET**, Chief Technology Officer (CTO) de LIFE 7



REMARQUES ET QUESTIONS

16h25-16h45 : Analyse du grand témoin :

- **Pierre REINETTE**

16h45-17h00 : Synthèse des travaux, conclusion et remerciements

- **Hélène ADOLPHE**, Directrice de l'URIOPSS-CR-OIH
- **Roberte HAMOUSIN METREGISTE**, Présidente de l'URIOPSS

# LES INTERVENANTS



**Franck GARAIN**

Docteur en sociologie de la santé  
chercheur en Histoire sociale.



**Mélie POPA**

Chargée du développement des projets  
numériques, Agence Régionale de Santé  
Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy



**France GOBELIN**

*Chargée de mission*, Agence  
Régionale pour l'Amélioration des  
Conditions de Travail, (ARACT)



**Mickaël ENCELADE**

*Chef de projet ESMS*,  
Groupement Régional d'Appui au  
Développement de la e-Santé  
(GRADeS)

Le Grades Archipel 971 est le Groupement Régional d'Appui au Développement de la E-Santé, anciennement connu sous le nom de GCS, Groupement de Coopération Sanitaire. Le rôle de Grades Archipel 971 est de développer la e-santé sur le territoire Guadeloupéen. Le GRADeS œuvre au quotidien pour proposer des conseils avisés et des solutions numériques aux acteurs de santé en Guadeloupe.

A travers la plateforme Courbaril qui est l'espace numérique régional de santé pour notre région, le GRADeS propose une multitude de services numériques qui aident les professionnels de santé dans leurs activités quotidiennes et la prise en charge des patients de notre région. Ainsi, cette plateforme facilite les échanges et améliore la coordination des soins à l'échelle régionale notamment avec :

Les e-parcours de soins (parcours pré-greffe, dépistage néonatal, dossier régional de cancérologie . .)

La coordination des soins (dossier médical partagé, messagerie sécurisée de santé . .)

L'échange, le partage et l'orientation (répertoire opérationnel des ressources, observatoire des données d'urgence, annuaire des professionnels ...)

La télémédecine (téléconsultation, téléexpertise, télésurveillance . .)

# LES INTERVENANTS



## **Sandrine LORY**

Responsable du service commercial et marketing, Groupe CEGI

Le Groupe CEGI est éditeur de solutions logiciels depuis 45 ans, entièrement spécialisé dans le domaine de la santé et du médico-social.

Qualité, innovation et réactivité sont au cœur de la stratégie d'entreprise grâce à nos 450 collaborateurs

Nous mettons à disposition de nos 7000 clients un ERP complet : SIRH, Finance, DIU et Décisionnel ainsi que l'ensemble des services associés et nécessaires à leur accompagnement global.



## **Yasmina BUSSIERES**

Directrice de l'Institut Médicoéducatif de l'Association guadeloupéenne pour la sauvegarde de l'enfance à l'adulte (AGSEA)



**Michelle LAURENT**, Consultante du Directeur Général des Services de l'Union Départementale des Associations Familiales



## **Alexandre DOUBEL**

Directeur Qualité, Développement et Numérique OVE-CARAÏBES

OVE - CARAÏBES accompagne des personnes de l'enfance au grand âge à travers les Antilles Françaises.

Gérant 29 établissements, services et dispositifs innovants en Martinique, Saint - Martin, et Saint - Barthélemy, OVE est présent dans des initiatives solidaires en Dominique, Saint - Vincent et Sainte - Lucie.

Leurs interventions couvrent les domaines éducatif , social et sanitaire. Nous luttons avec détermination contre l'exclusion,

tout en prévenant la perte d'autonomie et en accompagnant les personnes âgées.

# LES INTERVENANTS



**Cédric PRADEL**

**Directeur de l'Agence Caribéenne  
pour la Cybersécurité ACCYB**

Agence Caribéenne pour la Cybersécurité (ACCYB) a été fondée en 2022 par la Région Guadeloupe et les collectivités de Saint-Barthélemy et de Guyane avec le soutien de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). Elle a pour principale mission de contribuer à la montée en maturité des territoires français d'Amérique vis-à-vis des risques numériques.

Elle est notamment en charge de développer la plateforme unique de secours cyber des territoires français d'Amérique, centre de réponse aux incidents des territoires français d'Amérique.



**Christina Pochot**

**Directrice Générale de CARIBBEAN  
PARTNERS**

**Administratrice de l'ACCYB**

Senior Manager Protection des données, de la vie privée et des libertés



**Sébastien HERRMANN**

**Senior Manager  
Cybersécurité**

**CARIBBEAN PARTNERS**

CARIBBEAN PARTNERS s'engage en matière de cybersécurité au service des organismes privés et publics avec une offre de service complète pour la sécurité et la conformité numérique

CARIBBEAN HACK ADEMY Centre de formation des départements français d'Amérique, en cybersécurité et en protection des données



**Jean-Laurent  
LUJIEN, Chief  
Executive Officer  
(CEO) de LIFE 7**



**Medhy COLET, Chief  
Technology Officer  
(CTO) de LIFE 7**

Life7 est une start-up innovante spécialisée dans la recherche et le développement de produits destinés à la prévention pour les personnes handicapées et les seniors. Notre objectif est d'utiliser l'intelligence artificielle pour apporter des solutions aux défis quotidiens que ces populations rencontrent

# LES INTERVENANTS



**Solène MUDAY**, Etudiante en maîtrise de recherche en technologies de la santé à l'École de Technologie Supérieure de Montréal

(en partenariat avec le CHU de Montréal et son laboratoire d'Imagerie et d'orthopédie (LIO))



**Naïza RAMIN** Educatrice spécialisée chargée de l'accompagnement des travailleurs de l'ESAT Le Champfleury de l'AGIPSAH



**Pierre REINETTE**

Ancien Directeur général des services au Conseil Général de Guadeloupe. Retraité de la fonction publique  
Consultant



**L'Animateur-Modérateur de notre JRS**

**Kenny CHAMMOUGOM**

Consultant Innovation, Numérique  
Communication, Marketing Stratégie  
Territoriale

# URIOPSS GUADELOUPE

*une Union, un défenseur en région, une force économique*

*Comme toutes les autres URIOPSS, l'URIOPSS de Guadeloupe est liée à l'UNIOPSS, tête d'un réseau constitué des unions régionales ainsi qu'une centaine de fédérations, unions et associations nationales, représentant 25 000 établissements, 750 000 salariés et l'engagement d'un million de bénévoles. Son expérience, sa connaissance du terrain et ses valeurs humanistes font de l'UNIOPSS un observateur privilégié des besoins sociaux et un acteur majeur du monde associatif et de l'économie sociale et solidaire.*

*Créée en 1947, l'UNIOPSS (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux) est une association Loi 1901 reconnue d'utilité publique. Elle a pour vocation d'unir, de défendre et de valoriser les acteurs privés non lucratifs de solidarité. Elle porte auprès des pouvoirs publics européens, nationaux et locaux, la voix collective des associations des secteurs sanitaire, social et médicosocial, engagées aux côtés des personnes vulnérables et fragiles.*

*Pensée dans les années 80 et finalement créée le 03 septembre 1992, l'URIOPSS Guadeloupe fait ainsi partie des 15 URIOPSS qui font la force du réseau de l'UNIOPSS.*

*Le but de l'URIOPSS, en tant qu'union régionale est de faire remonter les informations locales auprès de l'UNIOPSS chargée de porter la voix des associations du secteur social et médicosocial de la Guadeloupe auprès des décideurs publics. La particularité archipélagique du territoire et l'éloignement de la Guadeloupe représentent une difficulté supplémentaire insuffisamment prise en compte au niveau des politiques nationales.*

*Sa mission principale est de réunir l'ensemble des associations, des établissements et des services privés non lucratifs œuvrant dans le domaine sanitaire, social et médicosocial et de mettre au service des organismes qui la composent le profit de la mutualisation des compétences nationales et régionales.*

# URIOPSS GUADELOUPE

*une Union, un défenseur en région, une force économique (suite)*

L'URIOPSS offre un **lieu de réflexion et de coordination** à l'ensemble des partenaires pour analyser les situations qui requièrent de nouvelles approches, pour mettre en œuvre de nouvelles formes d'actions. Pour cela, elle est amenée à organiser des colloques, des journées d'études et animer des groupes de travail ponctuels ou permanents.

Par sa capacité à **synthétiser les points de vue** des partenaires associatifs, elle peut présenter aux élus et aux institutions publics les souhaits, les remarques, les mises en garde des associations, en tenant compte des différentes sensibilités des organismes privés non lucratifs.

Cette association loi 1901 présente la particularité de gérer un observatoire dédié au secteur social et médicosocial, l'Observatoire des Inadaptations et des Handicaps, devenu en 2006, un établissement social et médicosocial dénommé Centre de Ressources Observatoire des Inadaptations des Handicaps, CR-OIH.

Depuis 2015, l'URIOPSS gère également le CRIB (Centre de Ressources et d'Information pour les Bénévoles) dans le cadre d'une convention avec la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports (DRAJES).

## **Des administrateurs bénévoles...**

Le fonctionnement de l'association est assuré par des **administrateurs bénévoles**, impliqués, engagés, eux-mêmes présidents d'associations gestionnaires et d'une personne qualifiée.

Ces présidents et leur conseil d'administration sont souvent les **fondateurs** des associations guadeloupéennes qui depuis des décennies, apportent une contribution essentielle aux missions de service public de l'Etat, du Département, et plus largement des collectivités locales et de leurs groupements, dans la protection sociale et judiciaire de l'enfance et de la jeunesse, dans la prise en charge des personnes handicapées, des personnes malades, des personnes âgées...

# URIOPSS GUADELOUPE

*une Union, un défenseur en région, une force économique (suite)*

## Nos atouts

- NOTRE APPARTENANCE AU **RÉSEAU** UNIOPSS-URIOPSS,
- LE RÔLE PRÉPONDÉRANT DANS LE CHAMP DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ; ET L'INFLUENCE PUBLIQUE SUR LE PLAN RÉGIONAL, DÉPARTEMENTAL ET NATIONAL,
- LA **LÉGITIMITÉ** DE NOTRE UNION,
- LA **LIBERTÉ** D' ACTIONS ET LIBERTÉ DANS SES PRISES DE DÉCISIONS

## Nos valeurs

- PRIMAUTÉ DE LA PERSONNE,
- **NON LUCRATIVITÉ, BÉNÉVOLAT**
- PARTICIPATION DE TOUS À LA VIE DE LA SOCIÉTÉ,
- **INNOVATION SOCIALE ALIMENTÉE PAR L'OBSERVATION DES BESOINS.**

20  
23

# LES ADHÉRENTS DE L'URIOPSSDE LA GUADELOUPE

Associations gestionnaires	Catégories	Établissements	Type de publics accueillis/établissement	Présidents
<b>ADPEP GUADELOUPE</b>	Accueil de jour	CMPP EMERAUDE	Enfants, adolescents et jeunes adultes, élèves de l'enseignement pré-élémentaire, élémentaire ou secondaire présentant des difficultés dans leur vie familiale et scolaire, des troubles psychomoteurs et psychosensoriels, des difficultés scolaires	<b>Albert CEZAR</b>
		SESSAD EMERAUDE	En milieu ouvert : Prise en charge des enfants, adolescents de 4 à 20 ans souffrant de troubles psycho-affectifs et relationnels ; l'accompagnement de la famille	
		ITEP RICHEPLAINE	Enfants et adolescents de 8 à 18 ans présentant des difficultés psychologiques qui perturbent la socialisation et l'accès aux apprentissages sans être en rupture ou en étant dans un processus de socialisation	
		SESSAD RICHEPLAINE	Enfants et adolescents de 8 à 18 ans présentant des difficultés psychologiques qui perturbent la socialisation et l'accès aux apprentissages sans être en rupture ou en étant dans un processus de socialisation	
<b>AGEPTA</b>	Addiction	CSAPA RAPHAEL SCHOL	Accompagnement aux personnes atteintes d'addiction	<b>Henri ANGELIQUE</b>
<b>AGIPHT 21</b>	Personnes trisomiques	C.A.J.I.TL module Petit- Bourg	Personnes avec Trisomie 21, Personnes présentant un handicap mental entraînant des difficultés analogues à celles présentées par les personnes avec Trisomie 21.	<b>Alain BERTHELOT</b>
		C.A.J.I.TL module Trois-Rivières	Personnes avec Trisomie 21, Personnes présentant un handicap mental entraînant des difficultés analogues à celles présentées par les personnes avec Trisomie 21.	

# LES ADHÉRENTS DE L'URIOPSSDE LA GUADELOUPE

Associations gestionnaires	Catégories	Etablissements	Type de publics accueillis/établissement	Présidents
<b>AGIPSAH</b>	Insertion professionnelle et sociale adultes et handicapés	ESAT CHAMPFLEURY (Abymes/ Gourbeyre)	Travailleurs handicapés avec un taux d'invalidité entre 50 et 80 % (déficients mentaux légers et moyens, déficients psychiques)	<b>Guy URSULE</b>
		ENTREPRISE ADAPTEE	Travailleurs en situation de handicaps (89% de l'effectif)	
		MAS DE GOURBEYRE	Adulte handicapé en situation de grande dépendance	
		FOYER D'HÉBERGEMENT	Adultes handicapés exerçant une activité professionnelle en ESAT, Entreprise Adaptée ou en milieu professionnel	
<b>APAI/MAEI</b>	Enfants et adolescents	MAEI LES SURETIERS	Enfants en difficultés	<b>Françoise EYNAUD DURIZOT</b>
		MAEI LES CANNELLES	Enfants en difficultés	
		MAEI BEARNAGE	Enfants en difficultés	
<b>HANDICAP GUADELOUPE</b>	Handicap	FOYER DE VIE LE PELICAN	Personne en situation de handicap	<b>Thierry PANOL</b>
<b>LE LIEN</b>	Famille	SERVICE DE MÉDIATION FAMILIALE	Enfants et adolescents en difficultés psycho sociales	<b>Marie- Sylvie DINTIMILLE</b>

# LES ADHÉRENTS DE L'URIOPSSDE LA GUADELOUPE

Associations gestionnaires	Catégories	Etablissements	Type de publics accueillis/établissement	Présidents
<b>KAHMA</b>	Jeunes et adultes handicapés	MAS ETIENNE MOLIA	Personne en situation de handicap physique ou psychique	<b>Sully LACLUSE</b>
		MAS ELISE LOIMON	Adultes de 18 à 60 ans en situation de handicap qui n'ont pas pu acquérir un minimum d'autonomie et dont l'état nécessite des soins constants	
		ESAT SYLVIANE CHALCOU	Travailleurs en situation de handicap	
<b>KALITE POUR VIV'</b>	Centre d'action médicosocial	CAMSP RENE HALTEBOURG	Enfants de 0 à 18 ans en situation de handicap ou présentant un risque de développer un handicap	<b>Hervé BUFFON</b>
		SESSAD LANBELLI	Enfants, adolescents et jeunes adultes en situation de handicap de 0 à 20 ans	
		SESSAD RENE HALTEBOURG	Enfants, adolescents et jeunes adultes en situation de handicap de 0 à 20 ans	
		UEMA (Unité d'Enseignement en Maternelle Autiste)	Enfants présentant des troubles de neurodéveloppement	
		PCO TND (Plateforme de Coordination et d'Orientation Autiste)	Famille ayant des enfants présentant des troubles de neurodéveloppement	
<b>LE SOLEIL LEVANT</b>	Adultes handicapés	FOYER DE VIE ACCUEIL DE JOUR	Adultes handicapés	<b>Lovely BERTILI</b>

# LES ADHÉRENTS DE L'URIOPSS DE LA GUADELOUPE

Associations gestionnaires	Catégories	Etablissements	Type de publics accueillis/établissement	Présidents
<b>A.A.E.A.</b>	Insertion jeunes	IME L'ANCRE	Enfants et adolescents en situation de handicap	<b>Claudette FRANCIUS- FIGUERES</b>
		CMPP LES ANOLIES	Enfants et adolescents présentant des difficultés d'ordre familiales, sociales et scolaires	
		CMPP LES LUCIOLES	Enfants et adolescent de 0 à 20 ans	
		SISMAG (MARIE-GALANTE)	Jeunes de 8 à 21 ans en situation d'exclusion (délinquance, errance ou déshérence, conflits familiaux ou de voisinage, refus scolaire, troubles additifs)	
		CEMA ATOUMO	Jeunes faisant l'objet d'une mesure judiciaire et/ou administrative	
		SAISPRO	Enfants et adolescents handicapés	
		CAVA - GARAGE 44	Jeunes de 16 à 21 ans en grande difficulté psycho-sociale et éducative et/ou en situation de marginalité et de délinquance, en décrochage scolaire	
		CAVA - MENUISERIE 44	Jeunes de 16 à 21 ans en grande difficulté psycho-sociale et éducative et/ou en situation de marginalité et de délinquance, en décrochage scolaire	
		CAVA - FERME 44	Jeunes de 16 à 21 ans en grande difficulté psycho-sociale et éducative et/ou en situation de marginalité et de délinquance, en décrochage scolaire	
		CAVA RESTAURANT 44	Jeunes de 16 à 21 ans en grande difficulté psycho-sociale et éducative et/ou en situation de marginalité et de délinquance, en décrochage scolaire	
CAVA - VOILES ET LOISIRS 44	Jeunes de 16 à 21 ans en grande difficulté psycho-sociale et éducative et/ou en situation de marginalité et de délinquance, en décrochage scolaire			

# LES ADHÉRENTS DE L'URIOPSSDE LA GUADELOUPE

Associations gestionnaires	Catégories	Etablissements	Type de publics accueillis/établissement	Présidents
<b>UDAF</b>	Famille	ESAT LES MOSAIQUES	Personnes reconnues travailleurs handicapé et orienté par la MDPH	<b>Liliane DAVAGNAR (représenté par Claude PHILOMIN)</b>
		MAS	Adulte handicapé en situation de grande dépendance	
		SERVICE MANDATAIRE JUDICIAIRE A LA PROTECTION DES MAJEURS (SMJPM)	Personnes protégées sur la base d'une ordonnance délivrée par le juge des tutelles	
		SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT A LA VIE SOCIALE - SAV	Personne en situation de handicap	
<b>ASSOCIATION ŒUVRE ET JOSEPH DE CLUNY</b>	Personnes âgées et handicapées	SSIAD ARC EN CIEL	Personnes âgées	<b>Sœur Marie-Pascale BAPTISTE</b>
		ESA LE FIL D'ARIANE	Personnes atteintes de maladie neurodégénérative (ALZHEIMER, ...)	
<b>APISEG</b>	Jeunes en difficulté	FOYER FÉMININ D'ACCUEIL	Enfants et adolescents féminins assujettis à une mesure de l'ASE ou placés par la PJJ	<b>Honoré FULRAD</b>
		UNITÉ D'HEBERGEMENT NTGARCONS	Mineurs masculins sous mandat judiciaire	
		SAEMA	Enfants de 0 à 18 ans ayant une mesure de protection du mineur par le juge des enfants	
		SIEG	Mineurs subissant des maltraitances ou commettant des infractions	
<b>COREDAF</b>	Centre de soins spécialisé	CENTRE SPECIALISE DE SOINS DE TOXICOMANES EN AMBULATOIRE	Jeunes et entourages confrontés à une addiction avec ou sans substance psychoactive	<b>Firmin HYPOLITE</b>

# URIOPSS GUADELOUPE

## *La composition du Conseil d'Administration*

**PRÉSIDENTE** : DOCTEUR HAMOUSIN-METREGISTE ROBERTE

ASSOCIATION GUADELOUPÉENNE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE À L'ADULTE - AGSEA

**VICE PRÉSIDENTE** : FRANCIUS-FIGUIERES CLAUDETTE

ASSOCIATION AIDE ENFANCE ET ADOLESCENCE - AAEA

**TRÉSORIER** : MONTANTIN JEAN-CLAUDE

ASSOCIATION POUR LA PRÉVENTION ET L'INSERTION SOCIO-EDUCATIVE DE GUADELOUPE - APISEG

**TRÉSORIER ADJOINT**: ERIC LAQUITAINE

ASSOCIATION GUADELOUPÉENNE POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES ADULTES ET HANDICAPÉS

**SECRÉTAIRE** : HYPOLITE FIRMIN

COMITÉ DE RÉFLEXIONS DE RECHERCHES D'ACTION ET DE FORMATION - COREDAF

**SECRÉTAIRE ADJOINT** : SAINT-VAL MICHEL

MEMBRE QUALIFIÉ ET ADMINISTRATEUR EHPAD LE PARADIS DES AINES

**MEMBRE** : CLAUDE PHILOMIN

UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES

**SON ÉQUIPE URIOPSS ET CR-OIH**

**DIRECTRICE** : ADOLPHE HÉLÈNE

**COLLABORATRICE CRIB** : LOUBER HUGUETTE

**ATTACHÉE DE DIRECTION** : VALVERDE VALERIE

**ASSISTANTE DE DOCUMENTATION** : BANCELIN CORINNE

**CHARGÉES DE MISSION** : ALIDOR NOUNDJALY ET N'GARONE REMADJIE

**AGENT D'ENTRETIEN** : FAJOU SYLVIANNE

**CRIB** : Centre de Ressources et d'Information pour les Bénévoles

**CR-OIH** : Centre de Ressources - Observatoire des Inadaptations et des Handicaps

# CENTRE DE RESSOURCES - OBSERVATOIRE DES INADAPTATIONS ET DES HANDICAPS

## L'outil du secteur social et médicosocial

« Observer aujourd'hui pour construire demain »

Petite histoire du CR-OIH

L'Observatoire des Inadaptations et des Handicaps est créé le 5 septembre 2000 par la signature d'une convention tripartite entre le Préfet de Région, le Président du Conseil Général et la Présidente de l'Union Régionale Interfédérale des Œuvres et des organismes Privés Sanitaires et Sociaux (URIOPSS) de la Guadeloupe. Cet observatoire est transformé en Centre de Ressources, Etablissement Social et Médico-social géré par l'URIOPSS qui devient association gestionnaire. Le CR-OIH répond à deux autorités de tarification, le Conseil Départemental et l'Agence Régionale de Santé.

### Nos missions

Le CR-OIH a 3 grandes missions :

#### La production de connaissances

- Observer, évaluer traiter et valoriser scientifiquement les données relevant de l'action sociale en particulier dans le champ de la protection de l'enfance et de l'adolescence, de l'accueil de la petite enfance, du handicap, des personnes âgées, des inadaptations sociales (de l'exclusion et de l'insertion).
- Engager des recherches et des études mettant en évidence les besoins liés au mode de prise en charge en institution au regard de l'évolution de l'environnement.
- Engager des recherches opérationnelles et des études ciblées sur les problématiques sociales : insertion des publics en situation d'exclusion, vieillissement, personnes porteuses de handicaps et celles habitant des territoires dits « sensibles ».

#### La valorisation, la capitalisation et la diffusion des connaissances

- Aider à la réalisation de documents d'orientation dans le domaine social et médico-social.
- Accompagner les décideurs publics dans la définition et la mise en œuvre de leurs politiques et de leurs orientations stratégiques pour le territoire.

#### L'accès à l'information et la qualification des acteurs (Centre de documentation, animation de réseau d'acteurs)

- Animer un fonds documentaire spécialisé et alimenter une banque de données.
- Coopérer avec les principaux lieux ressources existants au plan régional, national et caribéen.
- Informers les professionnels des évolutions du contexte réglementaire, des retours d'expérience et faciliter une dynamique interprofessionnelle au sein du secteur social et médico social.
- Mobiliser une assistance technique et méthodologique aux acteurs de l'action sociale et médico-social.



SERVICE DE DOCUMENTATION

Un espace dédié au secteur social et médicosocial

0590 21 59 54

# CENTRE DE RESSOURCES ET D'INFORMATION POUR LES BÉNÉVOLES

## MISSIONS

- Primo-information et orientation des bénévoles.
- Conseil aux bénévoles dans les domaines concernant la vie quotidienne de l'association (gestion, statuts, engagement bénévole).
- Formation de base et continue des bénévoles dans les matières juridiques, fiscales, comptables et financières au niveau régional par les services de l'État, les collectivités territoriales et les réseaux associatifs.
- Soutien aux projets menés par les bénévoles (engagement volontaire, financements publics et privés).
- Aide à la transmission dématérialisée des pièces sur la plateforme du service public.

Le greffe des associations a été transféré à la Préfecture de Basse-Terre, il ne dispose ni d'accueil physique, ni d'accueil téléphonique.

Depuis le 1er janvier 2018, les démarches administratives concernant le greffe des associations sont exclusivement dématérialisées sur la plateforme du service public.

Vous pouvez y accéder via le lien : <https://www.service-public.asso.fr>

### EN SAVOIR PLUS

Guide pratique de l'association 2017-2018  
[www.guidepratiqueasso.org](http://www.guidepratiqueasso.org)

Création / Modification / Dissolution Association

[www.associations.gouv.fr](http://www.associations.gouv.fr)  
[www.service-public.fr/associations](http://www.service-public.fr/associations)  
[www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr)  
@ : [associations-loi-1901@guadeloupe.gouv.fr](mailto:associations-loi-1901@guadeloupe.gouv.fr)

## POINTS D'INFORMATIONS

En Guadeloupe, plusieurs structures labellisées existent pour accompagner les associations.

### ASSOCIATIONS NON SPORTIVES :

CRIB Guadeloupe  
Pour toutes les associations (sauf sportives)  
Centre d'Affaires - Espace Rocade Grand-Camp  
97142 LES ABYMES  
✉ [animcrib@croih.fr](mailto:animcrib@croih.fr)  
☎ 0590 21 59 53

### ASSOCIATIONS SPORTIVES :

CROS de Guadeloupe  
Pour les associations sportives  
4 et 5 Résidence de la Darse - Rue Dugommier  
97110 Pointe-à-Pitre Cedex  
🌐 [www.crosguadeloupe.org](http://www.crosguadeloupe.org)  
✉ [contact@crosguadeloupe.org](mailto:contact@crosguadeloupe.org)  
☎ 0590 82 12 61

### ASSOCIATIONS EMPLOYEUSES :

DLA Département Guadeloupe  
Pour les associations employeuses  
22 rue Ferdinand Forest - Jarry  
97122 BAIE-MAHAULT  
🌐 [www.boutique-de-gestion-guadeloupe.com](http://www.boutique-de-gestion-guadeloupe.com)  
✉ [dla971@bgeguadeloupe-idn.com](mailto:dla971@bgeguadeloupe-idn.com)  
☎ 0590 60 58 32 ou 0590 48 00 70

### PREFECTURE DE LA GUADELOUPE :

97100 BASSE-TERRE  
✉ [associations-loi-1901@guadeloupe.pref.gouv.fr](mailto:associations-loi-1901@guadeloupe.pref.gouv.fr)



# **RENTRÉE SOCIALE 2023-2024**

## **SYNTHÈSE DES ENJEUX ET PRIORITÉS**

### **DE L'UNIOPSS PAR SECTEUR**



# RENTRÉE SOCIALE 2023-2024

## SYNTHÈSE DES

# ENJEUX ET PRIORITÉS

## DE L'UNIOPSS PAR SECTEUR

*Publication annuelle de référence du réseau Uniopss-Uriopss, le Document de Rentrée Sociale propose une analyse des enjeux politiques et budgétaires, ainsi qu'un regard transversal sur l'actualité des politiques publiques dans les champs de la santé, du social et du médico-social. Zoom sur les principaux enjeux et priorités par secteur en cette rentrée 2023.*

## SANTÉ

*Un système de santé qui peine à évoluer et à s'adapter aux besoins*

### Contexte et enjeux

Alors que le Conseil national de la refondation en santé proposait de dresser un état des lieux, territoire par territoire, des problématiques rencontrées par le système de santé, l'année écoulée a confirmé la situation d'urgence à laquelle le pays est confronté : difficultés d'accès aux dispositifs et aux professionnels de santé, manque de moyens structurels pour la prévention, augmentation et aggravation des problématiques de santé mentale, persistance des inégalités sociales, environnementales et territoriales en santé...

Alors que plusieurs défis d'envergure s'imposent au système de santé, les pouvoirs publics sont interpellés pour soutenir les acteurs de santé et mettre en œuvre une politique publique cohérente et efficace, qui permette de résorber ces difficultés.

### Priorités

- **Réformer l'accès à la santé**, notamment en favorisant les possibilités d'accès direct à certains professionnels et en améliorant la coordination des acteurs de santé (généralisation des Services d'Accès Aux Soins, développement de maisons de santé pluriprofessionnelles ...).
- **Territorialiser les solutions** pour répondre aux problématiques du système de santé.
- **Accompagner les publics les plus fragiles** et lutter contre les inégalités sociales, environnementales et territoriales en santé.
- **Privilégier une approche globale en santé mentale**, qui intègre l'ensemble des personnes concernées et développer la prévention.
- **Lutter contre la fracture numérique en santé** : le numérique doit impérativement être mis au service de la santé, et non l'inverse.
- **Mettre en place une politique publique santé-environnement ambitieuse** : la santé-environnement doit devenir un objectif central et transversal de l'ensemble des politiques publiques. Une stratégie nationale santé-environnement cohérente, financée et pluriannuelle s'impose comme une nécessité.
- **Renforcer la prévention, le repérage, le diagnostic et les soins auprès des femmes.**

# POLITIQUES DE L'AUTONOMIE

## *Agir maintenant pour une société solidaire et inclusive !*

### Contexte et enjeux

Le 5 janvier dernier, Jean-Christophe Combe, alors ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, présentait sa feuille de route pour 2023. Un engagement fort dont la concrétisation appelait des réformes profondes et une mobilisation de tous.

Alors que nous entamons les derniers mois de 2023, force est de constater que si des travaux ont été lancés et les annonces faites, rares sont les véritables avancées. Sauf exceptions, comme la mise en œuvre de la réforme des services à domicile, le manque de concertation avec le secteur ainsi que les multiples reports de la proposition de loi pour bâtir une société du bien vieillir laissent un goût amer. Élaborer puis mettre en place des politiques médico- sociales requièrent une écoute attentive de chacun et l'investissement de tous. Or, les conditions de préparation de la majorité des réformes dans le secteur de l'Autonomie en 2023 n'ont pas été à la hauteur. Alors même que de nombreuses structures sont asphyxiées par un contexte de plus en plus exigeant, nous sommes toujours en attente de mesures fortes, concrètes et immédiates.

### Priorités

- **Opter pour une approche globale de l'autonomie tout au long de la vie**, répondant conjointement aux défis du vieillissement et de la prise en compte du handicap. C'est une vision que porte l'Uniopss dans son plaidoyer pour une politique de l'autonomie rendu public en avril 2023 (50 fiches actions, 350 propositions).
- **Proposer un plan d'actions réalistes et concrètes**, mettant fin aux longs mois d'enlisement des politiques de l'autonomie, riches en promesses, mais suivies par trop peu d'actes.
- **Mieux accompagner la participation et favoriser le pouvoir d'agir des personnes.** Dans le cadre du renforcement du rôle du conseil de vie sociale, les usagers doivent ainsi être partie prenante du fonctionnement de la structure. Au-delà de la représentation, il s'agit en effet de recueillir la parole et la volonté de la personne accompagnée.
- **Soutenir les nouvelles formes d'habitat** (dispositifs innovants se situant à la frontière entre l'établissement d'accueil et le chez soi).
- **Accompagner la mise en œuvre de la réforme des services à domicile** (sécuriser les financements, clarifier le cadre concernant l'aide et les accompagnements apportés aux différents acteurs, renforcer l'attractivité des métiers, la formation des professionnels et l'accompagnement des services par les autorités en charge de la délivrance des autorisations...).
- **Lutter contre le reste à charge en Ehpad** et repenser le modèle financier de ces établissements pour mieux répondre aux besoins des résidents. Plus largement : penser « l'Ehpad de demain », en conciliant approche domiciliaire, diversité de l'offre et équilibre entre hébergement et médicalisation.
- **Conférence nationale du handicap 2023** : engager les moyens financiers adéquats pour traduire concrètement les ambitions de la feuille de route.

## ENFANCES, FAMILLES, JEUNESSES

### *Une ambition gouvernementale à géométrie variable*

#### Contexte et enjeux

Au début de l'été 2022, le président de la République et la Première ministre affirmaient vouloir faire de l'enfance une priorité du quinquennat, conduisant à la nomination d'une secrétaire d'État sur la question. Mais derrière le terme d'enfance, se cachent des enjeux très variés, nécessitant pour certains des actions urgentes. Plus d'un an après ces déclarations, force est de constater que la priorité fait l'objet de traitements différenciés. Alors que les contours du service public de la petite enfance se dessinent et s'appuient sur le soutien financier de l'État et des travaux du comité de filière Petite enfance, la protection de l'enfance voit l'écart se creuser entre les ambitions des lois et stratégies adoptées ces dernières années, et les avancées concrètes. Dans un contexte de tensions et face à la multiplicité des acteurs investis dans les politiques en faveur de l'enfance, de nouvelles compétences et des instruments de coopération se mettent progressivement en place. L'un des enjeux majeurs du secteur réside toujours dans le partage des responsabilités plutôt que dans la désignation du coupable idéal. Les violences urbaines récentes viennent toutefois questionner d'autres responsabilités : celle des parents, jusqu'ici écartés de la priorité donnée à l'enfance.

#### Priorités

- **Penser le service public de la petite enfance comme un droit universel** pour chaque enfant âgé de moins de 6 ans à être accueilli dans le respect de ses besoins, sur l'ensemble du territoire, avec les mêmes garanties de qualité.
- **Garantir la sécurité et le respect des droits des enfants protégés.**
- **Lutte contre les violences faites aux enfants** : au-delà de la détection et de la prise en charge des enfants victimes, rechercher des solutions pour prévenir ces violences. **Faire du soutien aux parents** rencontrant des difficultés éducatives, psychologiques ou matérielles, un axe majeur des politiques familiales.

## LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION :

### *Un manque d'ambition et de moyens pour lutter contre la pauvreté de manière pérenne*

#### Contexte et enjeux

Face à l'urgence sociale actuelle (inflation économique, mais aussi crise de société), le Pacte des Solidarités, présenté le 18 septembre par la Première ministre, Elisabeth Borne, se devait d'apporter des réponses pérennes pour lutter contre ces situations d'injustice excluant les plus précaires de notre société. Si l'Uniopss, tout comme le Collectif ALERTE dont elle est membre, ont salué des mesures nécessaires pour répondre à l'urgence, elles déplorent le manque de mesures structurelles de ce plan pour réduire durablement la pauvreté.

La loi portant mesure d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat votée cet été « pour réagir à l'inflation », manque, elle aussi, d'ambition structurelle : revaloriser le RSA, l'AAH ou l'ASPA à hauteur de 4 % ne permet même pas de compenser la hausse des prix annoncée, en cette rentrée, à près de 6,8 % selon l'Insee. Il en est de même pour la hausse des APL de 3,5 % et pour le gel de l'indice de référence des loyers à 3,5 %.

## Priorités

- **Revaloriser tous les minima sociaux** (incluant l'ASPA et l'AAH) au-dessus de l'inflation.
- **Ouvrir le RSA aux jeunes** dès l'âge de 18 ans.
- **Voter une loi de programmation pluriannuelle pour l'hébergement, le logement adapté et le logement social.** Augmenter les places d'hébergement et relancer l'offre de logements abordables (objectif : 150 000 logements sociaux par an, dont 60 000 logements locatifs très sociaux – PLAI).
- **Apporter un soutien financier direct pour l'alimentation** afin de pallier les effets d'augmentation des prix.
- **Retirer les sanctions automatiques à l'encontre des allocataires du RSA** dans le projet de loi Plein emploi, au profit de réels moyens d'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi.
- **Levée les menaces contre l'aide médicale de l'État (AME).**
- **Créer 200 000 emplois aidés pour les plus éloignés de l'emploi.**
- **Soutenir le secteur Accueil Hébergement Insertion** (prise en compte de l'inflation par un soutien financier, fonds d'urgence face à l'augmentation des dépenses d'énergie...).
- **Tripler le chèque énergie** et des aides accrues pour la rénovation des logements. **Mettre en place une autre politique vis-à-vis des migrants**, avec des moyens d'accueil à la hauteur.
- **Penser la planification écologique comme un levier de l'inclusion sociale.**

## RÉGULATION ET TARIFICATION DES ESSMS

### *Les ESSMS face aux défis de l'inadéquation des financements et des réformes tarifaires*

## Contexte et enjeux

Au cœur d'un paysage en constante mutation, les établissements et services médico-sociaux (ESSMS) jouent un rôle crucial dans la prise en charge et l'accompagnement des publics vulnérables. Pourtant, le financement qui sous-tend leur fonctionnement s'est avéré de plus en plus complexe au fil des années. L'inadéquation entre les financements alloués et les augmentations de coûts a suscité des préoccupations grandissantes, mettant encore plus en lumière, en 2023, au lendemain de la crise Covid-19 et face aux tensions en Ukraine, la nécessité d'une réflexion approfondie sur les modalités de financement de notre secteur. De nombreux chantiers de réforme ont donc connu une accélération cette année, dans l'espoir de mener les ESSMS vers l'objectif d'adéquation parfaite du niveau de financement, avec une bonne qualité d'accompagnement pour les publics concernés.

## Priorités

- **Mettre un terme aux disparités** en matière de revalorisations salariales des professionnels et adapter les allocations financières aux besoins réels des établissements.
- **Mettre en place des dispositions de long terme** pour accompagner les structures en matière d'optimisation de leurs dépenses énergétiques.

- **Laisser la possibilité aux Ehpad de choisir entre le tarif global et le tarif partiel.** Il s'agirait, dans ce cadre, d'inclure la notion de qualité dans la sélection de l'option tarifaire et de proposer des outils simples pour aider les établissements à appuyer leurs choix d'options tarifaires sur des analyses médico-économiques.
- **Réforme de la tarification des services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) :** compte tenu du retard de presque une année, il est impératif que les mesures de gel des dotations soient prolongées au minimum d'un an, afin de ne pas mettre en difficulté les SSIAD qui verront leurs dotations baisser à compter de 2025.
- **Réforme de la tarification des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) :** assortir cette réforme, aux objectifs ambitieux, des moyens financiers correspondants.
- **Réforme SERAFIN-PH :** dans le cadre de la poursuite des travaux, défendre la part socle la plus élevée possible, ainsi que des prestations directes sécurisées afin d'éviter la mise en œuvre d'un modèle tarifaire avec de trop fortes possibilités de variations, qui pourrait accroître les difficultés des gestionnaires.

## Emploi, attractivité et travail social

### *Penser le changement pour plus d'attractivité ?*

#### Contexte et enjeux

La problématique du manque d'attractivité des métiers dans le secteur social et médico-social n'est pas nouvelle et les risques de fermeture de services pour manque de personnel sont réels et sérieux.

La crise actuelle de recrutement mais aussi de sinistralité des emplois appelle à une remise en question structurelle et politique. Malgré les difficultés liées aux métiers du secteur et aux rémunérations trop peu attractives, il est possible d'agir et des marges de manœuvre existent dès lors que l'on est prêt à accepter de nouveaux modes de fonctionnement. Il s'agit ici d'un enjeu de pérennité des associations mais aussi de l'accompagnement social de qualité.

#### Priorités

- **Reconnaitre et revaloriser le travail social, avec un investissement financier et d'actions à la hauteur des besoins.** Comme l'Uniopss l'a porté dans sa contribution au Livre blanc du travail social, voté par l'Assemblée plénière du HCTS (dont l'Uniopss est membre), aucune politique publique ne peut être envisagée sans professionnels revalorisés, avec des statuts, de la qualité de vie au travail, ainsi qu'une formation initiale et continue mieux prise en compte.
- **Repenser son organisation pour être attractif** (souplesse organisationnelle, démarche de QVTC...) tout en garantissant la qualité des accompagnements.
- **Engager une démarche éthique**, indissociable de la dimension politique du projet associatif.

Vous rencontrez des **difficultés** dans votre pratique professionnelle, vous souhaitez les partager, discuter avec des **experts** et d'autres **professionnels** concernés?

Soyez organisateurs d'un séminaire sur un sujet qui vous intéresse ?

Le **CR-OIH** le fait pour vous et avec vous !

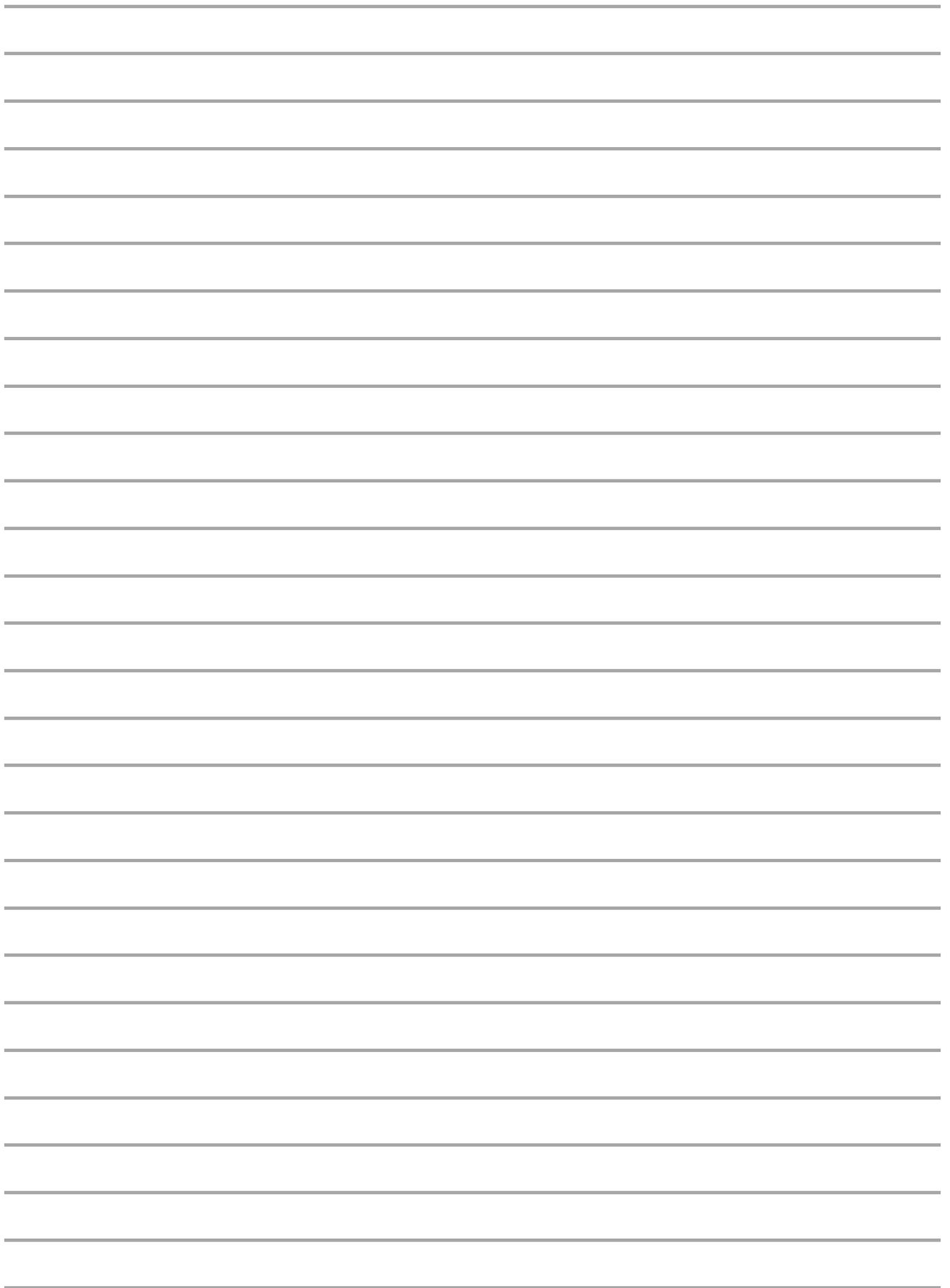
# Le dispositif Carte blanche du CR-OIH



Inscription ici







# **NOUS CONTACTER**

## **URIOPSS**

**Centre d'affaires - Espace Rocade**

**GRAND CAMP - 97142 ABYMES**

**Tél. : 05 90 21 82 00**

**[secretariat.uriopss.croih@croih.fr](mailto:secretariat.uriopss.croih@croih.fr)**

**[www.croih.fr](http://www.croih.fr)**

## **CONTACT :**

**Hélène ADOLPHE**

**Directrice de l'URIOPSS CR-OIH**

**0690 40 57 91**

**CRIB : 0590 215953**

**SERVICE DOCUMENTATION : 0590215954**